En septembre 2018, une jeune Suédoise Greta Thunberg, 15 ans manifeste pendant trois semaines devant le Parlement au lieu d'aller en cours, pour demander au Premier ministre de suivre les Accords de Paris. Elle continue chaque vendredi et twitte avec le hashtag #ClimateStrike. Elle appelle à une grève mondiale des écoliers le 15 mars 2018. Des jeunes la suivent et ainsi chaque vendredi devient jour de grève scolaire.

Cette mobilisation de la jeunesse se répand en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse, en Irlande, au Royaume-Uni et aux États-Unis… Ils sont de plus en plus nombreux à faire la grève de l'école un jour par semaine pour espérer sauver leur avenir. Pour eux, les adultes n'ont pas pris la mesure de la catastrophe à venir et ne prennent pas les mesures qu'il faudrait. Même si fin décembre 2018, une pétition « L'affaire du siècle » – pour soutenir l'action en justice contre l'État français pour son inaction sur le climat – regroupe presque 2 300 000 de signataires. On attend la suite…
En France, la première journée de grève scolaire a eu lieu le vendredi 15 février 2019.

Suite au « Manifeste de la jeunesse pour le climat », cinq cents étudiants, malgré les blocages des forces de l'ordre, ont pu s'asseoir devant la porte du ministère de la transition écologique. Ils réclament que le gouvernement proclame l'état d'urgence écologique « Moins de riches, plus de ruches ! », car l'Accord de Paris non seulement n'est pas respecté, mais n'est pas assez ambitieux.

Le 20 septembre 2019, une nouvelle grève mondiale
Des centaines de milliers de jeunes manifestent dans le monde : une gigantesque marche à New-York (1 000 000 d'élèves ont été autorisés à sécher les cours), 400 000 personnes dans les rues en Australie, 100 000 à Berlin, 100 000 à Londres, 50 000 à Hambourg, 10 000 à Paris…

Sur l'ensemble de la planète, il y a plus de 5 000 événements !

A Paris, des jeunes et aussi des enfants accompagnés de leurs parents ou grand-parents, des mères avec leur bébé, des enseignants, des gilets jaunes, des retraités…défilent. Le climat est serein, le dispositif policier est discret. La marche se termine à Bercy où se tiennent des stands pour débattre sur différents thèmes écologiques.

10 000 à Paris, ce nombre de manifestants questionne

Ils étaient entre 30 000 et 40000 en mars, 15 000 en mai et à peine 10 000 ce 20 septembre. Ce n'est pourtant pas la crainte des violences policières, car les marches des jeunes ont été toujours pacifiques et personne ne pouvait se douter de ce qui allait se passer le lendemain pendant la marche pour le climat.
La jeunesse française serait-elle indifférente aux dérèglements climatiques ?
Non, bien au contraire, l'enfant même très jeune a conscience du dérèglement climatique. Mais pour que les élèves puissent manifester un vendredi, donc sécher les cours, il faut que les adultes les y autorisent, parents, enseignants, chefs d'établissement.

Les enseignants seraient-ils indifférents aux dérèglements climatiques ?
A part quelques-uns qui connectent les apprentissages au milieu, à l'environnement social et naturel où vivent leurs élèves et ont ce vendredi organisé des débats, des exposés, voire des sorties, beaucoup trop d'enseignants se limitent au suivi des programmes. Mais si les textes prenaient en compte les problématiques écologiques dans les différentes disciplines scolaires (économie, histoire-géo, sciences et vie de la terre, philosophie…) les enseignants auraient le temps de les étudier.
Il devient urgent de les ajouter, ce serait plus efficace que d'élire des éco-délégués « ambassadeurs de bonnes pratiques de développement durable auprès de leurs camarades ». Tous les élèves doivent être responsabilisés. L'écologie ne se limite pas à de bonnes pratiques – même si c'est important –,c'est tout un système de production et de consommation qu'il faut comprendre pour pouvoir le

transformer.
Et si ces nouveaux programmes inscrivaient des sorties scolaires régulières ?
Les élèves dès la maternelle pourraient être sensibilisés au monde vivant – végétal comme animal – et à son avenir, même dans les quartiers très urbains. Un partenariat avec les associations du territoire permettrait de partager des expertises.
Le ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse a donc une grande responsabilité dans cette éducation à l'environnement, non seulement dans l'écriture de ces nouveaux programmes, mais également dans la formation des enseignants et des éducateurs.

Dans cette logique et pour passer réellement à l'offensive nous relayons – et nous vous invitons à faire de même à travers vos réseaux – l'appel de Raymond Millot **Éducation émancipatrice : le moment de passer à l'offensive**

Les jeunes sont les adultes de demain, c'est de la responsabilité des adultes d'aujourd'hui de les sensibiliser, de leur donner les clés de lecture du monde, de les encourager, de les soutenir, de les accompagner.

Et c'est urgent ! Il reste si peu de temps pour ralentir le réchauffement climatique.

Catherine Chabrun